

Chambre des Représentants

SESSION 1983-1984

7 DÉCEMBRE 1983

PROJET DE LOI

ouvrant des crédits provisoires à valoir sur les budgets pour l'année budgétaire 1984 et destinés à assurer la marche des services publics durant les mois de janvier, février et mars

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES FINANCES (1)

PAR M. WAUTHY

MESDAMES, MESSIEURS,

Le présent projet de loi a été examiné par votre Commission le mardi 6 décembre 1983.

L'article 1^{er} du projet fixe, par budget, les montants des crédits (crédits non dissociés et crédits d'ordonnancement) dont les Ministres et Secrétaires d'Etat pourront disposer pendant les trois premiers mois de 1984.

(1) Composition de la Commission :

Président : M. d'Alcantara.

A. — Membres : MM. d'Alcantara, Diegenant, Dupré, J. Michel, Van den Brande, Verhaegen, Wauthy. — MM. Burgeon, Coëme, M. Colla, Collart, Cools, Mme Detiège, MM. Van der Biest, Willockx. — MM. Bril, Henrion, Huylebrouck, Petitjean, Sprockeels, Verberckmoes. — MM. Desaeysere, Schiltz.

B. — Suppléants : M. Coppieters, Mmes De Loore-Raeymaekers, Demeester-De Meyer, MM. Deneir, le Hardy de Beaulieu, Lestienne, M. Olivier, Mme Smet. — MM. Anselme, Hancké, M. Harmegnies, Y. Harmegnies, Leclercq, Tobback, Van den Bossche, N. N. — MM. F. Colla, De Grève, Denys, Ducarme, Kubla, Poswick, Van de Velde. — MM. Desseyn, Meyntjens, Vansteenkiste.

Voir :

796 (1983-1984) :

— N° 1 : Projet de loi.

— N° 2 : Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1983-1984

7 DECEMBER 1983

WETSONTWERP

waarbij voorlopige kredieten worden geopend welke in mindering komen van de begrotingen voor het begrotingsjaar 1984 en die bestemd zijn om tijdens de maanden januari, februari en maart de werking van de openbare diensten te waarborgen

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE
VOOR DE FINANCIËN (1)

UITGEBRACHT DOOR DE HEER WAUTHY

DAMES EN HEREN,

Onderhavig wetsontwerp werd door uw Commissie onderzocht op dinsdag 6 december 1983.

Het eerste artikel van het ontwerp stelt per begroting de bedragen vast van de kredieten (niet-gesplitste en ordonnancierskredieten) waarover de ordonnancerende Ministers en Staatssecretarissen gedurende de eerste drie maanden van 1984 kunnen beschikken.

(1) Samenstelling van de Commissie :

Voorzitter : de heer d'Alcantara.

A. — Leden : de heren d'Alcantara, Diegenant, Dupré, J. Michel, Van den Brande, Verhaegen, Wauthy. — de heren Burgeon, Coëme, M. Colla, Collart, Cools, Mevr. Detiège, de heren Van der Biest, Willockx. — de heren Bril, Henrion, Huylebrouck, Petitjean, Sprockeels, Verberckmoes. — de heren Desaeysere, Schiltz.

B. — Plaatsvervangers : de heer Coppieters, Mevr. De Loore-Raeymaekers, Demeester-De Meyer, de heren Deneir, le Hardy de Beaulieu, Lestienne, M. Olivier, Mevr. Smet. — de heren Anselme, Hancké, M. Harmegnies, Y. Harmegnies, Leclercq, Tobback, Van den Bossche, N. N. — de heren F. Colla, De Grève, Denys, Ducarme, Kubla, Poswick, Van de Velde. — de heren Desseyn, Meyntjens, Vansteenkiste.

Zie :

796 (1983-1984) :

— N° 1 : Wetsontwerp.

— N° 2 : Amendementen.

En principe, ces crédits provisoires représentent trois douzièmes (25 %) du total des crédits de chaque budget. Afin de faire face à des circonstances particulières (qui sont précisées dans l'Exposé des motifs du projet de loi), il a toutefois fallu s'écarter de ce principe (25 %) en ce qui concerne les budgets suivants :

a) Premier Ministre (27 %), Pensions (28 %), Emploi et Travail (33,2 %), Prévoyance sociale (33,0 %), Agriculture (26,7 %), Affaires économiques (32,1 %), P. T. T. (33,3 %), Education nationale — secteur néerlandais (27,3 %) et Education nationale — secteur français (26,6 %) (Dépenses courantes);

b) Premier Ministre (31,5 %), Agriculture (70,6 %) et Affaires économiques (30,0 %) (Dépenses de capital).

* * *

Le Ministre du Budget ainsi qu'un certain nombre de membres de la Commission précisent que, si l'ouverture de crédits provisoires pour l'année budgétaire 1984 est inévitable, il ne faut pas en conclure qu'aucun progrès n'a été enregistré par rapport aux années budgétaires précédentes en ce qui concerne la distribution des budgets de dépenses. Les données ci-après concernant les budgets de dépenses pour l'année budgétaire 1984 qui doivent être déposés à la Chambre montrent que cette conclusion serait erronée :

A. Projets déposés :

1. Agriculture;
2. Emploi et Travail;
3. Classes moyennes;
4. Pensions.

B. Lectures et adaptations d'épreuves en cours :

— Finances : depuis le 24 novembre 1983.

C. Prévisions concernant la remise des bons à tirer :

— Finances :

- collationnement : début décembre 1983;
- bon à tirer : début décembre 1983.

D. Pour épreuve chez l'imprimeur :

1. Travaux publics : 22 novembre 1983;
2. Education nationale, régime français : 24 novembre 1983;
3. Education nationale, régime néerlandais : 24 novembre 1983;
4. Education nationale, secteur commun : 23 novembre 1983;
5. Région bruxelloise : 18 novembre 1983.

E. En préparation pour épreuve :

— Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement.

* * *

In principe vertegenwoordigen die voorlopige kredieten drie twaalfden (25 %) van het totaal der kredieten van elke begroting. Ten einde het hoofd te kunnen bieden aan bijzondere omstandigheden (die in de Memorie van toelichting van het wetsontwerp nader worden verklaard), wordt van voormeld principe (25 %) nochtans afgeweken voor de hiernavolgende begrotingen :

a) Eerste Minister (27 %), Pensioenen (28 %), Tewerkstelling en Arbeid (33,2 %), Sociale Voorzorg (33,0 %), Landbouw (26,7 %), Economische Zaken (32,1 %), P.T.T. (33,3 %), Nationale Opvoeding — Nederlandse sector (27,3 %) en Nationale Opvoeding — Franse sector (26,6 %) (Lopende uitgaven);

b) Eerste Minister (31,5 %), Landbouw (70,6 %) en Economische Zaken (30,0 %) (Kapitaaluitgaven).

* * *

Is de opening van voorlopige kredieten voor het begrotingsjaar 1984 onafwendbaar, dan mag daaruit volgens de Minister van Begroting en volgens een aantal Commissieleden niet worden besloten dat in vergelijking met de vorige begrotingsjaren geen vooruitgang werd geboekt inzake de ronddeling van de uitgavenbegrotingen. Zulks moge blijken uit de hiernavolgende gegevens betreffende de uitgavenbegrotingen die voor het begrotingsjaar 1984 bij de Kamer dienen te worden ingediend :

A. Ingediend :

1. Landbouw;
2. Tewerkstelling en Arbeid;
3. Middenstand;
4. Pensioenen.

B. Aan gang zijnde proeflezingen en aanpassingen :

— Financiën : sinds 24 november 1983.

C. Vooruitzichten voor afleveringen persklaar document :

— Financiën :

- confrontatie : begin december 1983;
- persklaar : begin december 1983.

D. Voor proefdruk naar drukker :

1. Openbare Werken : 22 november 1983;
2. Nationale Opvoeding, Franstalig regime : 24 november 1983;
3. Nationale Opvoeding, Nederlandstalig regime : 24 november 1983;
4. Nationale Opvoeding, gemeenschappelijke sector : 23 november 1983;
5. Brussels Gewest : 18 november 1983.

E. Wordt voorbereid voor proefdruk :

— Buitenlandse Zaken, Buitenlandse Handel en Ontwikkelingssamenwerking.

* * *

La Commission tient à souligner à l'attention du Gouvernement qu'elle estime à l'unanimité que les Ministres ou Secrétaires d'Etat qui devraient solliciter une nouvelle fois des crédits provisoires pour l'année budgétaire 1984 parce que leur budget n'aurait pas été déposé avant fin mars 1984, devraient encourir un blâme (lequel pourrait consister, selon la suggestion de certains, en une diminution symbolique du traitement mensuel des Ministres ou Secrétaires d'Etat concernés).

* * *

M. Burgeon présente en séance des amendements (Doc. n° 796/2) visant, d'une part, à diminuer d'un tiers les montants figurant à l'article 1^{er} et, d'autre part, à remplacer chaque fois, aux articles 4 à 19, les mots « les trois premiers mois » par les mots « les deux premiers mois ». Ces amendements visent par conséquent à n'accorder des crédits provisoires que pour deux mois (janvier et février).

L'auteur des amendements attire ensuite l'attention sur la distinction qu'il y a lieu de faire entre la notion de « crédits provisoires » (utilisée dans l'intitulé et dans les articles du projet) et la notion de « douzièmes provisoires » (utilisée dans l'Exposé des motifs) :

— s'il s'agit de douzièmes, le crédit ne peut être utilisé au-delà de la période pour laquelle il a été alloué, même s'il reste du disponible;

— par contre, si ce sont des crédits provisoires, ceux-ci pourraient être utilisés jusqu'à leur épuisement sans égard à l'avancement de l'année (*).

Si des dépenses pourraient encore éventuellement être faites en vertu de l'article 1^{er} du projet après le mois de mars 1984, aucune nouvelle autorisation d'engagement ne pourrait toutefois être accordée en vertu de l'article 4 et suivants après le mois de mars 1984 sans nouvelle autorisation du législateur.

Les amendements de M. Burgeon sont ensuite rejetés par 9 voix contre 5.

* * *

Un membre attire l'attention sur le fait que les crédits provisoires sont octroyés sous la forme d'allocations globales, c'est-à-dire, pour chaque budget, un montant par titre et par catégorie de crédits (dépenses courantes, dépenses de capital subdivisées en crédits non dissociés et crédits d'ordonnancement). Le principe de la spécialité budgétaire n'est donc pas respecté dans le système des crédits provisoires puisque ceux-ci sont accordés « in globo », comme dotations.

Contrairement à ce qui se passe pour le budget, le contrôle de la Cour des comptes n'est par conséquent exercé qu'en cas de dépassement du crédit provisoire global alloué par département. (La Cour interviendra également s'il est proposé de liquider, à charge des crédits provisoires, des dépenses de nature nouvelle qui n'ont pas été expressément autorisés par la loi de crédits provisoires.)

(*) F. Erauw, *Droit budgétaire, Comptabilité publique, Crédit public*, Ed. Bruylant, Bruxelles, 1979, p. 219.

De Commissie wenst de Regering er attent op te maken dat zij eenparig van oordeel is dat aan de Minister en/of Staatssecretaris, die voor het begrotingsjaar 1984 nogmaals voorlopige kredieten moet aanvragen omdat zijn (hun) begroting niet werd ingediend vóór eind maart 1984, een blaam dient gegeven (bij voorbeeld, zoals sommigen voorstellen, door een symbolische vermindering van de maandwedge van de betrokken Minister en/of Staatssecretaris).

* * *

Ter zitting worden door de heer Burgeon amendementen ingediend (Stuk n° 796/2) die ertoe strekken dat enerzijds de in artikel 1 vermelde bedragen met één derde worden verminderd en dat anderzijds in de artikelen 4 tot en met 19 de woorden « drie maanden » telkens worden vervangen door « twee maanden ». Deze amendementen strekken er aldus toe slechts voor twee maanden (januari en februari) voorlopige kredieten te verlenen.

Voorts vestigt de auteur van deze amendementen de aandacht op het onderscheid tussen « voorlopige kredieten » (term die in de titel en de artikelen van het wetsontwerp wordt gehanteerd) en « voorlopige twaalfden » (term vermeld in de Memorie van toelichting) :

— indien het gaat om twaalfden mag het krediet niet aangewend worden na het verstrijken van de periode waarvoor het is toegekend, ook niet wanneer een gedeelte ervan beschikbaar blijft;

— indien het evenwel om voorlopige kredieten gaat, mogen zij opgebruikt worden ongeacht het feit dat zulks gebeurt later op het jaar (*).

Kunnen op grond van artikel 1 van onderhavig wetsontwerp eventueel nog uitgaven worden verricht na maart 1984, dan is voor nieuwe vastleggingsmachtigingen op grond van artikel 4 en volgende na maart 1984 een nieuwe toelating van de wetgever vereist.

De amendementen van de heer Burgeon worden vervolgens verworpen met 9 tegen 5 stemmen.

* * *

Een lid vestigt de aandacht op het feit dat de voorlopige kredieten worden toegekend in de vorm van globale toelagen, m.a.w. voor elke begroting een bedrag per titel en per categorie van kredieten (lopende uitgaven, kapitaaluitgaven onderverdeeld in niet-gesplitste en ordonnanceringskredieten). Het beginsel van de budgettaire specialiteit is bijgevolg in de regeling van de voorlopige kredieten niet in acht genomen, aangezien ze « in globo » worden toegekend zoals dotaties.

In tegenstelling tot wat met de begroting gebeurt, oefent het Rekenhof bijgevolg slechts controle uit in geval van overschrijding van het per departement toegekende totaalkrediet. (Het Rekenhof zal eveneens optreden indien wordt voorgesteld ten laste van de voorlopige kredieten uitgaven van een nieuwe soort te verrichten die niet uitdrukkelijk bij de wet op de voorlopige kredieten werden toegestaan.)

(*) F. Erauw, *Droit budgétaire, Comptabilité publique, Crédit public*, Uitg. Bruylant, Brussel, 1979, blz. 219.

Le Ministre du Budget réplique que dans la pratique la Cour procède également à l'imputation, sur les différents articles prévus par le projet de budget, des diverses dépenses payées sous le régime des crédits provisoires. Toutefois, un dépassement de crédit se produisant sur un des articles ne pourra jamais faire l'objet de critiques de la part de la Cour, une telle observation étant dépourvue de base légale, aussi longtemps que le budget n'a pas été voté.

Le Ministre ajoute que les systèmes de contrôle interne (Inspection des Finances et contrôle des engagements) jouent également en ce qui concerne les crédits provisoires.

Un autre membre estime que la Cour des comptes pourrait probablement exercer un contrôle plus efficace en se basant sur le budget de l'année budgétaire précédente.

Le premier membre ne partage pas ce point de vue. Un tel contrôle pourrait en effet faire obstacle à une réorientation de la politique budgétaire dès le début de la nouvelle année budgétaire.

Le Ministre du Budget se demande à son tour si, en matière de contrôle des dépenses faites en vertu des lois ouvrant des crédits provisoires, il ne faudrait pas envisager une formule de « tutelle renforcée », dans l'exercice de laquelle interviendraient, d'une part, le Premier Ministre et les Ministres des Finances et du Budget et, d'autre part, la Commission des Finances de la Chambre (et celle du Sénat).

* * *

Le Président attire enfin l'attention sur la position de la Cour des comptes en ce qui concerne l'application de l'article 24, troisième alinéa, de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat ainsi que l'application de l'arrêté royal du 7 avril 1978 (problème de la régularisation par la loi des dépassements de crédits décidés préalablement par le Conseil des ministres).

L'importance de ce problème, déjà évoqué lors de l'examen du budget des Voies et Moyens pour 1984 (cf. le rapport de M. Van den Brande, Doc. Chambre n° 4-I/3, du 16 novembre 1983, p. 61), ressort de nouveau clairement d'une lettre que la Cour des comptes a adressée au Premier Ministre le 5 octobre 1983 et qui a été transmise le 1^{er} décembre, en même temps qu'une réponse du Premier Ministre du 24 novembre (adressée au Président de la Chambre), aux membres de la Commission des Finances et de la Sous-commission chargée d'examiner les remarques de la Cour des comptes.

Avant d'examiner cette lettre de la Cour des comptes, il est utile de rappeler les dispositions de l'article 24 de la loi du 28 juin 1963 et celles de l'arrêté royal du 7 avril 1978.

L'article 24, de la loi du 28 juin 1963 (tel qu'il a été modifié par l'article 181 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978) dispose notamment ce qui suit :

« (Dans les cas d'urgence amenés par des circonstances exceptionnelles ou imprévues, le Conseil des ministres peut, par délibération motivée, autoriser l'engagement, l'ordonnement et le paiement de dépenses au-delà de la limite des crédits budgétaires ou, en l'absence de crédits, à concurrence du montant fixé par la délibération...

Les dépenses autorisées par la délibération font périodiquement l'objet d'un projet de loi tendant à ouvrir des crédits nécessaires). Toutefois, lorsque les dépenses dépassent un montant ou une proportion fixés par le Roi, le projet de loi est déposé sans retard. »

De Minister van Begroting repliceert dat het Rekenhof in de praktijk tevens de verschillende in het kader van de voorlopige kredieten betaalde uitgaven aanrekent op de in het begrotingsontwerp opgenomen artikelen. Het zal evenwel nooit opmerkingen kunnen maken over een kredietoverschrijding op een van die artikelen, aangezien een dergelijke opmerking geen rechtsgrond heeft zolang de begroting niet is goedgekeurd.

De Minister voegt er nog aan toe dat de mechanismen van interne controle (inspectie van Financiën en controle van de vastleggingen) uiteraard ook gelden voor de voorlopige kredieten.

Een ander lid is van oordeel dat, steunend op de begroting van het vorige begrotingsjaar, het Rekenhof wellicht een doeltreffender controle zou kunnen uitoefenen.

Eerstgenoemd lid is het daarmee niet eens. Dergelijke controle van het Rekenhof zou immers een hinderpaal (kunnen) zijn voor een heroriëntering van het begrotingsbeleid van bij de start van het nieuwe begrotingsjaar.

Op zijn beurt vraagt de Minister van Begroting zich af of, inzake controle van de uitgaven op grond van wetten tot verlening van voorlopige kredieten, niet dient gedacht aan een formule van « versterkte voogdij » waarbij een rol wordt toebedeeld aan de Eerste Minister en de Ministers van Financiën en Begroting enerzijds en de Kamercommissie (respectievelijk de Senaatscommissie) voor de Financiën anderzijds.

* * *

Tenslotte vestigt de Voorzitter de aandacht op de zienswijze van het Rekenhof inzake de toepassing van artikel 24, derde lid, van de wet van 28 juni 1963 tot aanvulling en wijziging van de wetten op de Rijkscomptabiliteit en van het koninklijk besluit van 7 april 1978 (d.i. het probleem van de regularisatie bij wet van de kredietoverschrijdingen waartoe de Ministerraad eerder besliste).

Werd dit probleem reeds aangesneden bij het onderzoek van de Rijksmiddelenbegroting 1984 (verslag van de heer Van den Brande, Stuk Kamer n° 4-I/3, dd. 16 november 1983, blz. 61), dan blijkt de draagwijdte ervan eens te meer duidelijk uit een brief die het Rekenhof op 5 oktober 1983 richtte aan de Eerste Minister en die samen met een antwoord van de Eerste Minister dd. 24 november 1983 (gericht aan de Kamervoorzitter) werd overgezonden aan de leden van de Commissie voor de Financiën en van de Subcommissie belast met het onderzoek van de opmerkingen van het Rekenhof op 1 december 1983.

Alvorens nader in te gaan op voormelde brief van het Rekenhof, zij herinnerd aan de bepalingen van artikel 24 van de wet van 28 juni 1963 en van het koninklijk besluit van 7 april 1978.

Artikel 24 van de wet van 28 juni 1963 (dat gewijzigd werd door artikel 181 van de wet van 22 december 1977 betreffende de begrotingsvoorstellen 1977-1978) bepaalt o.m. het volgende :

« (In dringende gevallen, veroorzaakt door uitzonderlijke of onvoorziene omstandigheden, kan de Ministerraad, bij gemotiveerde beraadslaging, machtiging verlenen tot het vastleggen, het ordonnanceren en het betalen van uitgaven boven de begrotingskredieten of, bij ontstentenis van kredieten, ten belope van het door de beraadslaging vastgesteld bedrag...

De uitgaven, waartoe bij de beraadslaging machtiging verleend werd, maken op gezette tijden het voorwerp uit van een wetsontwerp dat ertoe strekt de nodige kredieten te openen). Wanneer de uitgaven een bedrag of een door de Koning bepaalde proportie overschrijden, wordt het wetsontwerp evenwel onverwijld ingediend. »

L'article 1^{er} de l'arrêté royal du 7 avril 1978 est libellé comme suit :

« Un projet de loi tendant à ouvrir les crédits nécessaires à l'engagement, l'ordonnancement ou le paiement des dépenses autorisées par une délibération du Conseil des ministres, en application de l'article 24 de la loi du 28 juin 1963 modifiant et complétant les lois sur la comptabilité de l'Etat est déposé sans retard :

1^o lorsque la délibération porte sur un montant d'au moins 200 millions de F;

2^o lorsque la délibération autorise une dépense d'au moins 10 millions de F qui représente au moins 15 % du crédit à charge duquel cette dépense s'impute. Lorsque des délibérations successives concernent le même article, les montants qu'elles autorisent sont additionnés pour l'application de cette disposition. »

Dans sa lettre du 5 octobre dernier, la Cour des comptes fait observer notamment ce qui suit :

« Lors de l'examen de quelques récentes délibérations du Conseil des ministres (n^{os} 2 852 à 2 858) autorisant des dépenses au-delà des crédits budgétaires, la Cour a de nouveau constaté que les projets de lois spéciaux destinés à ouvrir les crédits nécessaires pour ces dépenses n'ont pas été déposés sans retard, comme l'exigent cependant les dispositions légales et réglementaires mentionnées dans la référence, telles qu'elles ont été commentées dans la circulaire n^o BB 430/16 du 29 mai 1978, relative à l'application de l'arrêté royal du 7 avril 1978 portant exécution de l'article 181 de la loi du 22 décembre 1977 relative aux propositions budgétaires 1977-1978.

La Cour en est arrivée à la conclusion qu'après 5 années de pratique de cette nouvelle procédure, au cours desquelles ont été prises 236 délibérations dont la grande majorité se situaient cependant dans le champ d'application de l'arrêté royal du 7 avril 1978, pratiquement aucun projet de loi distinct n'a été déposé; l'intention du gouvernement de 1977 — sanctionnée par le législateur — est donc restée lettre morte : il s'agissait de revaloriser la tâche de contrôle financier du Parlement en fournissant sans délai les explications requises aux chambres législatives et en demandant l'approbation parlementaire des délibérations. »

Il convient de préciser immédiatement qu'il appert de chacune des délibérations en question (n^{os} 2 852 à 2 858) que le Conseil des ministres entend régulariser la situation créée par les dépassements de crédit, par le biais des projets de loi ajustant les budgets de dépenses de 1983. Le tableau ci-après indique que, sauf en ce qui concerne le budget des Affaires économiques, tous les projets de loi ajustant les budgets en question ont été déposés entre-temps à la Chambre ou au Sénat.

Artikel 1 van het koninklijk besluit van 7 april 1978 luidt als volgt :

« Wanneer uitgaven gemachtigd worden door een beraadslaging van de Ministerraad, overeenkomstig artikel 24 van de wet van 28 juni 1963 tot wijziging en aanvulling van de wetten op de Rijkscomptabiliteit, wordt zonder verwijl een wetsontwerp ingediend waarbij de nodige kredieten ter beschikking worden gesteld voor het vastleggen, het ordonnanceren of het betalen ervan :

1^o wanneer de beraadslaging betrekking heeft op een bedrag van ten minste 200 miljoen F;

2^o wanneer de beraadslaging machtiging verleent tot een uitgave van ten minste 10 miljoen F, die ten minste 15 % vertegenwoordigt van het krediet ten laste waarvan die uitgave wordt aangerekend. Wanneer achtereenvolgende beraadslagingen op hetzelfde artikel betrekking hebben, worden de bedragen, waartoe zij machtiging verlenen, samengeteld voor de toepassing van deze bepaling. »

In hogervermelde brief van 5 oktober ll., komt het Rekenhof o.m. tot volgende vaststelling :

« Naar aanleiding van het onderzoek van enkele recente beslissingen van de Ministerraad (n^{os} 2 852 tot 2 858) waarbij machtiging verleend werd tot uitgaven boven de begrotingskredieten, werd andermaal vastgesteld dat niet onverwijld de bijzondere wetsontwerpen werden ingediend om de voor die uitgaven nodige kredieten te openen, zoals nochtans vereist wordt krachtens de in aanhef vermelde wettelijke en reglementaire bepalingen, toegelicht door de omzendbrief van 29 mei 1978 n^o BB 430/16 betreffende de toepassing van het koninklijk besluit van 7 april 1978 tot uitvoering van artikel 181 van de wet van 22 december 1977 betreffende de begrotingsvoorstellen 1977-1978.

Het Hof is tot de bevinding gekomen dat na 5 jaar praktijk van deze nieuwe procedure, tijdens dewelke 236 beslissingen werden genomen, waarvan het overgroot gedeelte nochtans binnen het toepassingsgebied viel van het koninklijk besluit van 7 april 1978, er praktisch geen afzonderlijke wetsontwerpen werden ingediend, zodat de bedoeling van de regering van 1977 — bekrachtigd door de wetgever — en die er in bestond de financiële controle-opdracht van het Parlement te revaloriseren door aan de Wetgevende Kamers zonder uitstel de nodige uitleg te verschaffen en de parlementaire goedkeuring van de beraadslagingen te vragen, dode letter is gebleven. »

Er zij meteen aan toegevoegd dat uit elk van voornoemde beslissingen (2 852 tot 2 858) het voornemen van de Ministerraad blijkt om, via de wetsontwerpen houdende aanpassing van de uitgavenbegrotingen voor 1983, de kredietoverschrijdingen te regulariseren. Welnu, zoals uit de hiernavolgende tabel blijkt, werden voor alle betrokken begrotingen — de begroting Economische Zaken uitgezonderd — de wetsontwerpen tot aanpassing van de begroting intussen reeds ingediend bij de Kamer of de Senaat.

Deliberation n° — et date — Deliberatie n° en datum	Budget — Begroting	Montant (en millions de F) — Bedrag (in miljoenen F)	Regularisation — Regularisatie	Chambre — Kamer
2852 du/dd. 24-6-1983	Santé publique et Famille 1983. — Volksgezondheid en Gezin 1983	363,0	Projet de loi ajustant le bud- get de 1983. — Wetsont- werp houdende aanpassing van de begroting 1983	Sénat/Senaat 10 nov. 1983
2853 du/dd. 1-7-1983	Santé publique et Famille 1983. — Volksgezondheid en Gezin 1983	13,7	Projet de loi ajustant le bud- get de 1983. — Wetsont- werp houdende aanpassing van de begroting 1983	Sénat/Senaat 10 nov. 1983
2854 du/dd. 16-7-1983	Finances 1983. — Financien 1983	3 266,3	Projet de loi ajustant le bud- get de 1983. — Wetsont- werp houdende aanpassing van de begroting 1983	Chambre/Kamer 30 nov. 1983
2855 du/dd. 29-7-1983	Santé publique et Famille 1983. — Volksgezondheid en Gezin 1983	226,1	Projet de loi ajustant le bud- get de 1983. — Wetsont- werp houdende aanpassing van de begroting 1983	Sénat/Senaat 10 nov. 1983
2856 du/dd. 29-7-1983	Affaires économiques 1983. — Economische Zaken 1983 .	3,5 (+ blocage de 3,5 millions à titre de compensation). — (+ blokkering van 3,5 mil- joen als compensatie)	Projet de loi ajustant le bud- get de 1983. — Wetsont- werp houdende aanpassing van de begroting 1983	(à déposer au Sénat/ in te dienen in de Senaat)
2857 du/dd. 29-7-1983	Education nationale (F) 1983. — Nationale Opvoeding (F) 1983	11,7 pour/voor 1983 11,0 années antérieu- res/vorige jaren	Projet de loi ajustant le bud- get de 1983. — Wetsont- werp houdende aanpassing van de begroting 1983	Chambre/Kamer 16 nov. 1983
2858 du/dd. 29-7-1983	Affaires culturelles communes 1983. — Gemeenschappe- lijke Culturele Zaken 1983	110,0	Projet de loi ajustant le bud- get de 1983. — Wetsont- werp houdende aanpassing van de begroting 1983	Chambre/Kamer 28 oct./okt. 1983

Le Ministre du Budget se réfère ensuite à la circulaire du 29 mai 1978 relative à l'application de l'arrêté royal du 7 avril 1978.

Cette circulaire précise notamment ce qui suit :

« Lorsque les feuillets d'ajustement sont en voie d'être ou ont été introduits, il n'y aura pas lieu de recourir à la procédure du projet de loi séparé à introduire sans délai. Compte tenu de cet élément et des périodes où les Chambres ne se réunissent pas, il y a lieu, par conséquent, d'introduire :

— pour les crédits supplémentaires dont il doit être disposé avant le 31 août, un projet de loi séparé avant le 15 juin;

... ».

Les délibérations du Conseil des ministres en cause ont été prises entre le 24 juin 1983 et le 1^{er} août 1983. Il s'agissait de dépenses urgentes à effectuer avant fin août, le feuillet d'ajustement de 1983 était en cours d'élaboration et les Chambres, en congé jusqu'en octobre, ne pouvaient, dès lors, plus voter le projet de loi de régularisation en séance plénière.

Il y a donc eu stricte application des directives contenues dans la circulaire du 29 mai 1978.

Le Premier Ministre a néanmoins chargé ses services de rédiger une nouvelle circulaire en collaboration avec l'Administration du Budget et du Contrôle des Dépenses, ce dont il a informé le Président de la Chambre dans sa lettre du 24 novembre dernier.

* * *

Vervolgens verwijst de Minister van Begroting naar de omzendbrief van 29 mei 1978 betreffende de toepassing van het koninklijk besluit van 7 april 1978.

Deze omzendbrief bepaalt o.m. het volgende :

« Wanneer de aanpassingsbladen bijna of reeds ingediend zijn, is er geen reden om de procedure van het afzonderlijk en onverwijld in te dienen wetsontwerp te volgen. Daarmee rekening houdend en met de perioden waarin de Kamers niet vergaderen, moet bijgevolg ingediend worden :

— voor de bijkredieten waarover vóór 31 augustus moet beschikt worden, een afzonderlijk wetsontwerp vóór 15 juni;

... ».

De beslissingen van de Ministerraad in kwestie werden genomen tussen 24 juni 1983 en 1 augustus 1983. Het ging om dringende uitgaven die vóór eind augustus moesten worden gedaan. Het aanpassingsblad van 1983 was in voorbereiding en de Kamers, die tot oktober met reces waren, konden bijgevolg het wetsontwerp tot regularisering niet meer in openbare vergadering goedkeuren.

Bijgevolg was het een strikte toepassing van de richtlijnen van de omzendbrief van 29 mei 1978.

Dit alles neemt niet weg dat de Eerste Minister zijn diensten opdracht heeft gegeven om, in samenwerking met het Bestuur van de Begroting en de Controle op de Uitgaven, een nieuwe omzendbrief op te stellen. Van deze opdracht wordt melding gemaakt in de brief die de Eerste Minister op 24 november 11. richtte aan de Kamervoorzitter.

* * *

Il est ensuite procédé aux votes. Les articles et l'ensemble du projet sont adoptés, sans modification, respectivement par 9 voix contre 5 et par 10 voix contre 5.

Le Rapporteur,

E. WAUTHY

Le Président,

A. d'ALCANTARA

Vervolgens wordt overgegaan tot de stemming van de artikelen en het gehele ontwerp, die ongewijzigd worden aangenomen met 9 tegen 5 stemmen en met 10 tegen 5 stemmen.

De Rapporteur,

E. WAUTHY

De Voorzitter,

A. d'ALCANTARA
